

CORONAVIRUS

« Les femmes sont en première ligne dans le combat contre le Covid-19 »

ENTRETIEN

Marie-Paule Grossetête, présidente de l'association Osez le féminisme 13.

Les associations féministes exigent du gouvernement un plan d'urgence économique et sociale pour toutes.

La Marseillaise : Dans quelle mesure la crise sanitaire a-t-elle remis l'accent sur les inégalités ?

Marie-Paule Grossetête : Cette crise a eu un effet loupe sur les inégalités. Les femmes sont en première ligne dans ce combat car tous les métiers féminisés tournent autour des soins hospitaliers, de l'aide à domicile, des Ehpad, des caissières, de l'enseignement aussi à 71 %. Et ces métiers sont sous-payés, dévalorisés, certains très pénibles. D'autres exigent des compétences relationnelles non-reconnues. Le télétravail leur a aussi valu une double peine, puisqu'elles ont dû assumer l'éducation et 80 % des tâches domestiques. Il n'y a pas eu de déclic chez leur compagnon. Par ailleurs, les réformes du chômage et des retraites les ont encore pénalisées. Enfin, payées 25 % de moins que les hommes, le chômage partiel leur a encore enlevé du pouvoir d'achat.



Marie-Paule Grossetête, présidente d'Osez le féminisme 13, signataire de l'appel « On arrête toutes » pour un plan d'urgence économique et sociale pour tou.te.s. PHOTO AGATHE L'HÔTE

Les violences conjugales ont explosé. Que manque-t-il pour y mettre un terme ?

M.-P.G. : Au regard de la situation en Chine, c'était prévisible. Les plaintes ont augmenté de 30 %. Il y a eu des actions mises en place comme le numéro d'appel pour les conjoints qui se sentaient devenir dan-

gereux, ou la mise à contribution des pharmacies. Les collectivités territoriales ont ajouté des places d'hébergement pour les victimes de ces violences. Mais l'État ne dégage pas assez de moyens. Et leur financement est tiré sur le plus petit des budgets du gouvernement. Il faut un réel plan d'envergure qui implique l'éducation.

Le droit à l'IVG est-il à nouveau menacé durant le confinement ?

M.-P.G. : Les hôpitaux étant surchargés, on craignait un manque de lits disponibles. Mais ça n'a pas été le cas. Les femmes ont eu peur de se retrouver contaminées par le virus. Or, elles risquaient de dépasser largement les délais en attendant le déconfinement. Il y a eu des pétitions pour prolonger le délai de l'IVG médicamenteuse de 7 à 9 semaines. Mais cela n'a pas bougé pour les 12 semaines de délais pour l'IVG instrumentale.

Vous exigez un plan d'urgence de l'État. Quelles mesures préconisez-vous ?

M.-P.G. : Nous demandons entre autres la suspension des loyers dans le parc locatif public et privé avec garantie de l'État si nécessaire, l'arrêt des expulsions locatives, le relogement immédiat des femmes sans domicile fixe, accompagné d'un suivi social et d'une prise en charge réelle. Mais aussi, la régularisation de tous les sans papiers, comme au Portugal. La mise à l'abri et protection des mineurs isolés. Enfin, l'abrogation de la loi sur l'assurance chômage et le retrait définitif du projet de loi sur les retraites. Et sur tous ces points de droit, une attention particulière aux situations de handicap, de prostitution.

Entretien réalisé par M.G.

Vous appréciez La Marseillaise en PDF ?

FAITES-EN PROFITER VOS AMIS !



POUR RECEVOIR GRATUITEMENT PAR MAIL LA MARSEILLAISE EN PDF CLIQUEZ ICI



Inscrivez-les en quelques clics sur lamarseillaise.fr